

REGLEMENT DE CONSULTATION

Acquisition de solutions de stockage de serveurs pour les Data Center de France Travail

Dossier référencé : SIA002502

Appel d'offres ouvert

Procédure prévue aux articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 et suivants du Code de la commande publique

Date et heure limite de réception des offres :

27 mars 2026 à 12h00

Aucune offre n'est recevable après la date et heure indiquées ci-dessus.

Le candidat est responsable du délai d'acheminement des plis.

Le présent document décrit le déroulement de la procédure et explique au candidat comment y répondre.

CHAPITRE I – PRESENTATION DE LA CONSULTATION

I.1 – Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet l'acquisition et l'installation de solutions de stockage de serveurs pour les Data Center de la DGA Tech de France Travail situés à Castelnau-le-Lez (34) et La Chapelle-Saint-Mesmin (45). Dans le cadre de son évolution naturelle, et de la mise en œuvre de son plan d'urbanisation, France travail souhaite étendre sa capacité d'hébergement de serveurs en cluster.

Le détail des prestations attendues ainsi que leurs modalités d'exécution sont détaillés dans le cahier des charges.

I.2 – Forme, quantité, durée du marché

I.2.1 – Forme du marché

Passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert prévue aux articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 et suivants du Code de la commande publique, la présente consultation tend à la conclusion d'un marché public.

I.2.2 – Allotissement

La consultation est allotie. Un lot correspond individuellement à un marché.

N° du lot	Désignation du lot
Lot 1	Solutions de stockage de serveurs du Data Center de Castelnau-le-Lez (34),
Lot 2	Solutions de stockage de serveurs du Data Center de la Chapelle-Saint-Mesmin (45)

Le candidat peut présenter une offre pour un, plusieurs ou pour tous les lots. Un soumissionnaire peut être attributaire d'un ou plusieurs lots.

I.2.2 – Quantité/Volumétrie

À titre indicatif, le montant estimé du marché sur sa durée totale est de **891 000 euros hors taxe**.

La décomposition du montant estimatif global pour chaque lot est la suivante :

Intitulé du lot	Montant estimatif par lot en HT
Lot 1 - Solutions de stockage de serveurs du Data Center de Castelnau-le-Lez (34),	595 000 euros hors taxes
Lot 2 - Solutions de stockage de serveurs du Data Center de la Chapelle-Saint-Mesmin (45)	296 000 euros hors taxes

Les montants indiqués sont estimatifs et indicatifs. Ils n'engagent aucunement France Travail sur un volume de chiffre d'affaires.

I.2.3– Durée

Le marché rentre en vigueur à compter de la réception par le Titulaire du bon de commande et ce, jusqu'à la fin de l'exécution des prestations objet du marché.

Etant précisé que le délai de mise en œuvre de la solution (livraison, installation, recette) ne pourra excéder huit mois à compter de la réception du bon de commande.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la propriété intellectuelle et à la confidentialité.

I.3–Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

I.4 – Echancier de la procédure

Etapes	Dates
Date d'envoi de l'avis de marché au JOUE	6 février 2026
Date et heure limites d'envoi des questions	20 mars 2026
Date limite de réponse aux questions	23 mars 2026
Date et heure limite d'envoi d'une demande de visite	25 février 2026 à 12 heures
Visite	du 23 février 2026 au 03 mars 2026
Date et heure limites de réception des offres	27 mars 2026 – 12h
Questions éventuelles de France Travail aux soumissionnaires	Dates indicatives : mars – avril 2026
Choix du Titulaire	Dates indicatives : avril – mai 2026
Date d'effet du marché	A sa notification au Titulaire

I.5 – Visite préalable à la remise des offres

Compte tenu de l'objet du marché, la visite du site est un préalable obligatoire à l'élaboration du dossier de réponse.

Cette visite permettra au candidat de :

- De prendre connaissance des lieux et des conditions d'intervention,
- De relever sur place tout ce qui peut lui être nécessaire à l'estimation des prestations, notamment la qualité minimum exigée des prestations à fournir qui seront réalisées à l'identique de l'existant,
- D'intégrer dans son offre toutes les suggestions nécessaires à la parfaite réalisation des prestations.

La visite du site est effectuée en présence des représentants de France Travail, à l'une des adresses suivantes, selon le lot pour lequel, le soumissionnaire soumissionne :

Adresse Lot 1:

France travail DGA Tech
231 Avenue Clément Ader
34173 CASTELNAU LE LEZ Cedex

Adresse Lot 2:

France travail DGA Tech
53 bis Route d'Orléans
45380 La Chapelle-Saint-Mesmin

Les visites se déroulent obligatoirement en semaines 08 à 10, **du 23 février 2026 au 03 mars 2026**, suivant les modalités communiquées par France Travail (heures et durée de visite, nombre de personnes autorisées, le contact de France Travail). Le candidat formule sa demande de visite à cette adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr> **avant le 25 février 2026 à 12 heures au plus tard :**

L'heure de visite ne pourra faire l'objet de modifications sauf exceptions dûment justifiées. Aucune visite ne peut être organisée sans prise de rendez-vous.

La confidentialité étant impérative, aucune photo ni aucun document ne sera communiqué par France Travail lors de la visite. La prise de photos est interdite.

Un certificat de visite dûment complété et signé par le représentant de France Travail sera remis aux candidats. Le certificat de visite est joint au dossier de réponse.

La confidentialité étant impérative compte tenu du caractère stratégique des installations et matériels, aucune photo ni aucun document ne sera communiqué.

CHAPITRE II – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Avant la date et heure limites de réponse aux questions indiquées dans l'échéancier de la procédure, le candidat signale et justifie sans délai sur le profil acheteur, toute omission, incompréhension ou erreur contenue dans le dossier de consultation. A défaut, aucune remarque n'est prise en considération après la date limite d'envoi des questions.

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

0. La lettre de candidature (DC1) et la déclaration de candidature (DC2),
1. Le règlement de la consultation,
2. L'Acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 2.1 : Annexe financière pour le lot 1 « Solutions de stockage de serveurs du Data Center de Castelnau-le-Lez (34) » ;
 - Annexe 2.2 : Annexe financière pour le lot 2 « Solutions de stockage de serveurs du Data Center de la Chapelle-Saint-Mesmin (45) »

3. Le Contrat et ses annexes :
 - Annexe 3.1 : « SSI-REG-TST_Exigences de sécurité appliquées aux tiers V1.3 » ;
 - Annexe 3.2 : Charte de gouvernance ;
 - Annexe 3.3 : Grille données personnelles ;
4. Les Cahier des charges et ses annexes :
 - Annexe 4.2 : « Baie de brassage » ;
 - Annexe 4.2 – « Empreinte carbone du transport ».
5. Les Cadre de réponses technique :
 - Annexe 5.1- Cadre de réponses techniques pour le lot 1 « Solutions de stockage de serveurs du Data Center de Castelnau-le-Lez (34) »
 - Annexe 5.2- Cadre de réponses techniques pour le lot 2 « Solutions de stockage de serveurs du Data Center de la Chapelle-Saint-Mesmin (45) »
6. Le document de demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant (DC4) et sa notice explicative,
7. Le certificat de visite.

CHAPITRE III – MODALITES DE REMISE DES DOSSIERS DE REPONSE

III.1 – Sous-traitance et groupements

III.1.1 – Sous-traitance

Le candidat peut sous-traiter une partie des prestations sous réserve de se conformer aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance ainsi qu'aux articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Dans le cas où le candidat entend s'appuyer sur la capacité économique et financière ou sur les capacités techniques et professionnelles du sous-traitant, les documents établissant la capacité du sous-traitant doivent être fournis en annexe de la déclaration de sous-traitance.

III.1.2 – Groupements d'opérateurs économiques (cotraitance)

Les candidats peuvent se présenter sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques conformément aux articles R.2142-19 et suivants du Code de la commande publique.

La recevabilité de la candidature est analysée pour chaque opérateur économique que le groupement soit conjoint ou solidaire ; l'appréciation de la capacité économique et financière, technique et professionnelle est globale.

Il n'est exigé aucune forme particulière de groupement lors de la présentation de la candidature.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le groupement est conjoint lorsque chacun des membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations susceptibles de lui être attribuées.

Le mandataire du groupement, désigné à l'acte d'engagement, représente l'ensemble des membres du groupement et coordonne les prestations pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le candidat est informé qu'il lui est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des dossiers de candidature et la date de signature du marché sauf exceptions prévues par les articles L2141-13 et R2142-26 du Code de la commande publique.

III.2 – Contenu du dossier de réponse

Le dossier de réponse est obligatoirement rédigé en langue française. Dans l'hypothèse où des documents seraient remis en langue étrangère, France Travail exige une traduction dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de l'envoi de la demande.

Tout lien URL doit être accompagné dans la réponse d'une copie d'écran ou d'un document portant l'information essentielle, à défaut celui-ci ne sera pas pris en compte.

La durée de validité de l'offre est de **six mois** à compter de la date limite de réception des dossiers de réponse.

Le dossier de réponse contient les pièces énumérées ci-après :

1. Le document de candidature (ou DC1/DC2/DUME), établie conformément au document joint au dossier de la consultation

En cas de groupement, les candidats ont la possibilité de renseigner un seul formulaire DC1 ou de constituer autant de formulaires DC1 que de membres du groupement.

Les renseignements suivants sont reportés dans ce(s) document(s) :

- Déclaration du chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles, ainsi que la part de marché dans ce domaine. Les montants sont donnés en € HT/TTC ;
- Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Le pouvoir adjudicateur acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ; *
- Présentation des principales références sur des prestations similaires à celles de la présente consultation et réalisées au cours des cinq dernières années, en indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les soumissionnaires donnent les coordonnées des clients afin que le pouvoir adjudicateur puisse joindre ces derniers et vérifier les références fournies par le candidat ;

- Description des effectifs annuels du candidat, au sens de l'article L.1111-2 du Code du Travail, en France et pour l'activité liée au présent marché, pour chacune des trois dernières années avec le pourcentage du personnel d'encadrement ;
- L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public.

a) Les candidats ont la possibilité de justifier leur capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter le marché par celle d'un ou plusieurs autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre eux et ces autres opérateurs, y compris par la sous-traitance ou l'appartenance à un groupement.

Dans ce cas, la déclaration de candidature (formulaire DC2) est produite par le candidat et chacun des autres opérateurs économiques, datée et signée par une personne ayant compétence à cet effet.

Les informations relatives au sous-traitant sont produites dans la déclaration de sous-traitance (DC4).

Le candidat rapporte la preuve qu'il dispose de la capacité du ou des opérateurs économiques considérés pour l'exécution du ou des marché(s), en produisant un engagement écrit de ces derniers.

b) Le candidat ou opérateur économique de création récente dans l'impossibilité objective de produire les documents et renseignements exigés par règlement de la consultation, a la possibilité de justifier de ses capacités par tout autre moyen équivalent dont France Travail apprécie le caractère approprié eu égard à l'objet du marché.

c) Le candidat peut également remettre un Document Unique de Marché Européen (DUME) à la place du DC1 et DC2.

- Ainsi que les certificats de qualifications QUALIFELEC Courants faibles et courants forts.

2) **Pour chaque lot, l'acte d'engagement** (renseigné) et auquel est joint un relevé BIC IBAN correspondant à un compte bancaire ou postal.

L'acte d'engagement et toute autre condition contractuelle ne peuvent faire l'objet de modifications à l'exception d'une éventuelle mise au point à l'initiative de France Travail.

3) **Pour chaque lot, le cadre de réponse technique** dûment rempli, établi conformément au document joint au DCE.

Le candidat respecte le format (xls, doc, ppt etc...) des fichiers fournis au DCE. Le non-respect des pré-requis techniques imposés par le cahier des charges constitue une cause de rejet de l'offre. Tout lien URL doit être accompagné dans la réponse d'une copie d'écran ou d'un document portant l'information essentielle, à défaut celui-ci ne sera pas pris en compte.

4) **Pour chaque lot, l'annexe financière** dûment remplie dans son intégralité, établie conformément au document joint au DCE.

A peine d'irrégularité, le candidat n'est pas autorisé à présenter des prix établis sous une autre forme que ceux expressément mentionnés par l'annexe financière. Ce document ne peut être modifié et aucune réserve écrite n'est acceptée sauf consignes contraires indiquées par France Travail dans le document.

- 5) En cas de sous-traitance d'une partie des prestations, **une demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement**, établie conformément au document joint au DCE, dûment remplie. Elle sera datée et signée par une personne habilitée lors de l'attribution.
- 6) **Pour chaque lot, l'exemplaire du certificat de visite** dûment rempli et tamponné par France Travail.

Les documents de la consultation ne peuvent faire l'objet de modifications par le soumissionnaire sauf mise au point à l'initiative de France Travail.

Les pièces énumérées ci-dessus n'ont pas à être signées lors de la transmission du dossier de réponse. Seul l'attributaire pressenti est tenu de signer certaines de ces pièces suivant les modalités précisées par France Travail.

III.3 – Modalités de transmission des dossiers

III.3.1 – Obligation de transmission par voie dématérialisée

Le dossier de réponse est transmis obligatoirement par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

La signature électronique des documents et du dossier de réponse n'est pas exigée.

Avertissements et recommandations techniques :

- **Programme malveillant :** France Travail n'assure pas la réparation des dossiers de réponse contenant un programme malveillant. Il est par suite recommandé aux soumissionnaires de vérifier leurs fichiers avec un antivirus performant et à jour. La simple suspicion de la présence d'un virus entraîne le rejet du dossier de réponse.
- **Format des fichiers :** les fichiers au format .exe ou .bat ne sont pas autorisés. Il est recommandé de ne pas utiliser certains outils, notamment les macros. Il est inutile de compresser les fichiers avant de les télécharger sur le profil d'acheteur.
- **Nom des fichiers :** afin d'éviter tout blocage lors du téléchargement des fichiers sur le profil d'acheteur, il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) : °, /, *, et de privilégier les caractères alphanumériques.
- **Lisibilité :** dans l'hypothèse où les soumissionnaires prévoient de scanner des documents, ils doivent s'assurer d'une définition suffisante garantissant leur lisibilité.
- **Délai de transmission :** le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission du dossier de réponse, engendrant un risque de réception après la date et l'heure limites de réception mentionnée au présent règlement. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier de réponse complet génère l'accusé de réception valant attestation de dépôt.

III.3.2 – Copie de sauvegarde

En parallèle de la transmission électronique, le candidat a la faculté de transmettre un exemplaire du dossier de réponse sur support papier ou sur clé USB et uniquement à titre de copie de sauvegarde. La copie de sauvegarde contient l'ensemble des pièces exigées.

La copie de sauvegarde est ouverte lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le dossier de réponse électronique, lorsque le pli n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la date et heure limites de réception des dossiers de réponse ou n'est pas parvenu dans les délais impartis ou est parvenu de façon incomplète.

La copie de sauvegarde doit être reçue par France Travail, sous enveloppe cachetée, au plus tard avant la date limite de réception des offres et doit comporter les mentions suivantes :

France TRAVAIL
DAJ – Marchés IT
« Ne pas ouvrir »
Consultation SIA002502 STOCKAGE DC - LOT – Nom du candidat – Copie de sauvegarde
1 Av. du Dr Gley
75020 Paris

La copie de sauvegarde est transmise soit :

- En mains propres contre récépissé les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00, à l'adresse indiquée ci-dessus, à l'accueil de la DSI de France Travail ;
- Par lettre recommandée avec accusé de réception (ou tout autre moyen équivalent permettant de déterminer la date et l'heure certaines de sa réception), à l'adresse indiquée ci-dessus.

III.3.3 – Date et heure limites de réception des dossiers de réponse

La **date et heure limites** de réception des dossiers de réponse est fixée au **27/03/2026 à 12h00 au plus tard, y compris pour la copie de sauvegarde.**

La date et l'heure indiquées par le profil d'acheteur font seule foi en cas de contestation. Le fuseau horaire auquel est rattaché le profil d'acheteur est le suivant : GMT + 1 heure, Central Europe Time, Brussels, Copenhagen, Madrid, Paris, Rome. Tout retard entraîne le rejet du dossier de réponse.

CHAPITRE IV – MODALITES D'EXAMEN DES DOSSIERS DE REPONSE

IV.1 – Analyse et admission des candidatures

L'analyse des candidatures porte sur :

- Leur recevabilité, en application des articles L2141-1 à L2141-14 et des articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique ;
- La capacité économique, financière, technique et professionnelle du candidat ;
- Les soumissionnaires devront détenir les certificats de qualifications QUALIFELEC Courants faibles et courants forts.

Si France Travail constate que des pièces ou informations dont la production est réclamée sont absentes ou incomplètes, le candidat peut être invité à compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

A noter que l'ensemble des exigences indiquées dans le cahier des charges sont obligatoires. Le non-respect des exigences entraînera automatiquement le rejet de l'offre du Soumissionnaire.

IV.2 – Critères d'attribution des offres

Les offres irrégulières, inacceptables, inappropriées ou anormalement basses seront rejetées en application des articles L2152-1 à L2152-6 du Code de la commande publique.

Le marché est attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse classée sur la base des critères d'attribution pondérés comme suit :

Pour le lot 1: Solutions de stockage de serveurs du Data Center de Castelnau-Le-Lez (34):

Critère 1 - Technique	40 PTS
SOUS CRITERE 1.1 : Compréhension du projet et mise en œuvre, dont	18 pt
Le candidat présentera sa compréhension du projet dans sa globalité (spécificités des installations, matériels et prestations).	4pts
Le candidat décrira l'organisation mis en place et indiquera comment sera gérée la coactivité entre les différents métiers.	
Le candidat décrira sa compréhension de l'environnement dans lequel il interviendra (lieux et équipements).	4pts
Le candidat précisera sa méthodologie et les moyens qu'il mettra à disposition pour sécuriser le fonctionnement des équipements existants (électrique et réseau).	
Le candidat détaillera, à l'aide d'un planigramme, les différentes phases d'étude du projet, en distinguant notamment : <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'étude de dimensionnement ➤ L'étude d'implantation ➤ Le choix des cheminements ➤ Les délais d'approvisionnement pour les matériels ➤ La validation des points GTB 	5pts
Le candidat indiquera sur ce planigramme les périodes d'interventions de ses équipes.	5pts
Le candidat indiquera également les moyens humains mis en place pour chaque phase.	
Sous-critère 1.2 : Solution technique, dont :	22 pts
Le candidat présentera sa solution permettant l'extension des installations existantes (ISF120 et ISF220).	4pts
Le candidat indiquera comment s'intégrera les nouveaux équipements avec l'installation existante aussi bien sur la partie structurelle qu'électrique.	
Le candidat détaillera les différentes étapes d'installation des extensions (ISF120 et ISF220).	4pts
Le candidat précisera les interactions avec les équipements existants et nous décrira sa méthodologie afin de réduire les déperditions de chaleurs (pendant et après la phase travaux)	
Pour les extensions et les créations de cubes, le candidat présentera sa solution complète (modèle de rack ICS + modèles de baies de distribution électrique + PDU, éclairage, fermetures, ...).	6pts
Le candidat joindra à sa réponse les fiches techniques des matériels proposés, ainsi que les éléments permettant de justifier le dimensionnement de l'installation	
Le candidat développera les mécanismes de sélectivité au sein de l'installation électrique (PDU).	3pts
Le candidat nous décrira l'impact d'une disjonction d'un équipement informatique sur l'ensemble du rack	
Le candidat décrira le mode opératoire pour l'ajout des nouveaux départs de tableaux électriques	2pts
Le candidat détaillera les évolutions qui seront apportés sur la GTB	3pts
Critère 2 – RSE	6 PTS
Sous-critère 2.1: Environnemental, dont :	6PTS
Le candidat fournira une estimation de l'empreinte carbone du transport des solutions de stockage (du site de fabrication au site d'installation) en lien avec le marché (cf. annexe « empreinte carbone du transport)	3pts
Le taux de matière recyclé inclus dans la solution de stockage sera précisé.	2pts
Le candidat indiquera le poids total des matériaux recyclés dans le poids total de la solution de stockage.	
Élément de preuve à fournir (ex : fiche technique, Attestation de vérification tierce, etc.)	
Le candidat détaillera les actions en place pour la gestion de la fin de vie de la solution de stockage proposée pour ce marché (le taux de recyclabilité, le processus de démantèlement, mise en lien pour la reprise en fin de vie (PDU, sondes, éclairage, etc.) ...)	1pts
Critère 3 - Financier	54 PTS
TOTAL	100 PTS

Pour le lot 2 : Solutions de stockage de serveurs du Data Center de la Chapelle-Saint-Mesmin (45) :

Critère 1 - Technique	40 PTS
SOUS CRITERE 1.1 : Compréhension du projet et mise en œuvre, dont	18 pt
Le candidat présentera sa compréhension du projet dans sa globalité (spécificités des installations, matériels et prestations).	4pts
Le candidat décrira l'organisation mis en place et indiquera comment sera gérée la coactivité entre les différents métiers.	
Le candidat décrira sa compréhension de l'environnement dans lequel il interviendra (lieux et équipements).	4pts
Le candidat précisera sa méthodologie et les moyens qu'il mettra à disposition pour sécuriser le fonctionnement des équipements existants (électricité et réseau).	
Le candidat détaillera, à l'aide d'un planigramme, les différentes phases d'étude du projet, en distinguant notamment : <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'étude de dimensionnement ➤ L'étude d'implantation ➤ Le choix des cheminements ➤ Les délais d'approvisionnement pour les matériels ➤ La validation des points GTB 	5pts
Le candidat indiquera sur ce planigramme les périodes d'interventions de ses équipes.	5pts
Le candidat indiquera également les moyens humains mis en place pour chaque phase.	
Sous-critère 1.2 : Solution technique, dont :	22 pts
Le candidat présentera sa solution complète (modèle de rack ICS + modèles de baies de distribution électrique + PDU, éclairage, fermetures, ...).	8pts
Le candidat joindra à sa réponse les fiches techniques des matériels proposés, ainsi que les éléments permettant de justifier le dimensionnement de l'installation.	
Le candidat développera les mécanismes de sélectivité au sein de l'installation électrique (PDU).	5pts
Le candidat nous décrira l'impact d'une disjonction d'un équipement informatique sur l'ensemble du rack	
Le candidat décrira le mode opératoire pour la mise en œuvre des nouveaux tableaux électriques et leurs départs associés (dépose, pose, création des départs)	5pts
Le candidat détaillera les évolutions qui seront apportés sur la GTB	4pts
Critère 2 – RSE	6 PTS
Sous-critère 2.1: Environnemental, dont :	6PTS
Le candidat fournira une estimation de l'empreinte carbone du transport des solutions de stockage (du site de fabrication au site d'installation) en lien avec le marché (cf. annexe « empreinte carbone du transport)	3pts
Le taux de matière recyclé inclus dans la solution de stockage sera précisé.	2pts
Le candidat indiquera le poids total des matériaux recyclés dans le poids total de la solution de stockage.	
Elément de preuve à fournir (ex : fiche technique, Attestation de vérification tierce, etc.)	
Le candidat détaillera les actions en place pour la gestion de la fin de vie de la solution de stockage proposée pour ce marché (le taux de recyclabilité, le processus de démantèlement, mise en lien pour la reprise en fin de vie (PDU, sondes, éclairage, etc.) ...)	1pts
Critère 3 - Financier	54 PTS
TOTAL	100 PTS

IV.4 – Attribution du marché

IV.4.1 – Mise au point du marché

Le cas échéant, préalablement à la notification, une mise au point est effectuée avec l'attributaire notamment dans l'hypothèse où auraient été signalés, avant la date et heure limite d'envoi des questions, des omissions ou erreurs affectant les documents de la consultation.

La mise au point est à la discrétion de France Travail et n'est pas systématique.

IV.4.2 – Justificatifs et moyens de preuve à produire avant notification du marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché est tenu de prouver qu'il n'entre pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner en produisant les pièces justificatives mentionnées aux articles R2143-6 et suivants du Code de la commande publique. Les pièces rédigées dans une langue étrangère sont accompagnées de leur traduction en langue française.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les pièces que France Travail est en mesure d'obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique à condition que figurent dans le dossier toutes les informations nécessaires à leur consultation et si cet accès est gratuit.

Ces pièces peuvent être transmises via le profil d'acheteur accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

IV.5 – Droit d'accès, de rectification et d'opposition en matière de données à caractère personnel

France Travail met en œuvre des traitements informatiques pour les besoins de la procédure de passation du présent marché et le cas échéant, des contentieux liés à sa passation. Les données à caractère personnel déclinées ci-après et recueillies lors de la procédure sont susceptibles de faire l'objet de traitements informatiques : nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants des candidats (adresse postale, numéro de téléphone, numéro de télécopie, adresse de courriel électronique).

Les destinataires des données à caractère personnel sont les agents de France Travail en charge de la procédure de passation.

Les personnes dont les données à caractère personnel font l'objet de traitements disposent d'un droit d'accès et de rectification et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition. Ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de France Travail par courriel : <mailto:courriers-cnild@pole-emploi.fr> contact-dpd@pole-emploi.fr contact-dpd@francetravail.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail - délégué à la protection des données - 1-5 avenue du Docteur Gley - 75987 Paris Cedex 20.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

France Travail utilise la plate-forme de dématérialisation pour répondre aux questions posées et informer les candidats d'éventuelles modifications ou ajouts au DCE. Seuls les candidats ayant fourni une adresse valide lors du téléchargement du DCE seront avisés des modifications. France Travail décline toute responsabilité pour le cas où un candidat non inscrit n'aurait pas eu connaissance d'une modification.

V.1 – Demandes de renseignements complémentaires

Les questions sont adressées obligatoirement à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le candidat transmet dans un délai adapté à la complexité de sa demande, toutes questions jugées utiles et nécessaires pour la constitution du dossier de réponse.

Les réponses aux questions sont envoyées en temps utile, six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des dossiers de réponse.

La date de réception des questions sur le profil acheteur fait seule foi. La responsabilité de France Travail ne peut être recherchée en l'absence de réponse aux questions posées postérieurement à la date indiquée par l'échéancier de la procédure.

En cas de difficultés d'accès au profil acheteur, un courriel électronique peut être envoyé à l'adresse suivante :

asiajuridique.00619@pole-emploi.fr

V.2 – Modifications du dossier de consultation

France Travail se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation sur sa propre initiative ou en réponse aux questions posées par les candidats. Ils seront informés des modifications via le profil acheteur.

Si le délai laissé aux candidats pour prendre connaissance d'éventuels renseignements complémentaires s'avère trop court en raison de la date limite de remise des offres, la date est reportée à la seule initiative de France Travail.

V.3 – Précisions

Dans le cas où il est exigé l'établissement d'une pièce constitutive du dossier de réponse conformément à un document joint au dossier de la consultation, le candidat a la possibilité soit de compléter directement les supports de réponse joints au DCE, soit d'établir son propre support de réponse sous réserve de fournir l'exhaustivité des informations sollicitées.